

Contribution de Jean Revest

« Si hâter l'heure de la libération de l'occupation atomiste, de la dépendance nucléaire et de ses méfaits dépend de chacun et chacune : il n'est plus possible de continuer à répéter, tel un mantra, "le nucléaire c'est dangereux" et de rester dans les actions habituelles protestataires. »
(extrait de la présentation de la Convergence antinucléaire été 2018 – An 1 de nouvelles formes de lutte »)

Si notre combat vise les entreprises, personnes (experts et placés en situation de pouvoir), institutions qui font activité du nucléaire, en font l'apologie et cherchent à en excuser ou nier le crime atomique : nous ne pouvons faire l'impasse sur les réponses que nous avons apportées et mises en œuvre dans ce combat.

Notre expérience de lutte se doit donc d'être passée à la moulinette, celle de notre analyse critique pour en dégager les forces et les faiblesses, nos succès et nos échecs, celui fondamental incontournable : le nucléaire perdure, les projets et chantiers de nouvelles installations de mort du lobby se poursuivent (ITER, Iceda, EPR, Astrid, Cigéo,...), - et ce malgré sa faillite financière et technologique -, la population sait globalement que « le nucléaire c'est dangereux » mais ne s'implique pas plus.

Aujourd'hui nous savons tout (ou presque) sur les méfaits sanitaires et environnementaux de la destruction atomique, sur ses atteintes quotidiennes à la vie, sur sa terreur militaire permanente sur les peuples. C'est parce que nous en sommes convaincus que nous agissons.

Nous ne voulons pas, non plus, d'une organisation nationale pyramidale antinucléaire. Nous ne nous vivons ni comme des continuateurs du passé ni comme des orphelins de celui-ci.

Sans refaire l'Histoire des mouvances antinucléaires force est de constater qu'elle s'est développée sur deux niveaux parallèles : celui du national et celui du local/régional. Le premier bénéficiant de l'activisme du second sans que celui-là fasse forcément retour au second, voire le phagocyte.

Ce dernier (local/régional) repose sur l'engagement bénévole, de peu de moyens, et mène au quotidien principalement une démarche d'éducation en direction des populations visant à briser l'omerta et l'idéologie d'intégration/acceptation mise en œuvre par le lobby atomiste. Mais est-ce vraiment cela être antinucléaire ?

Le premier (national) calque son évolution, depuis plus de dix ans, sur les tendances idéologiques et organisationnelles de la société marchande : professionnalisation, structuration en ONG, participationnisme (aux structures et événements institutionnels) et similitude ou communauté de positionnement, expertise technicienne proche du technicisme des lobbies, recherche de notoriété et de reconnaissance par le pouvoir, acceptation et recherche de subventionnements publics institutionnels voire de fonds privés d'entreprises, gestion interne et externe de type entreprise avec ses salarié-es, ses donateurs, sa marque de fabrique, ses actions, ses codes et ses rituels, ses habitudes.

La stratégie adoptée par les « grandes nationales » a suivi la pente inéluctable de l'intégration au système afin de permettre que la structure ONG concernée continue à vivre. Cet objectif devient progressivement le moteur principal qui conduit à édulcorer tout ce qui peu être de nature à heurter et empêcher la collecte de fonds permettant d'agir à nouveau et d'exister en tant qu'entreprise.

Ce niveau du « mouvement » antinucléaire se place ainsi dans la nécessité de noyer ses revendications (y compris au nom du « tous ensemble » illustré notamment lors du « Grenelle de

l'Environnement », de « Copenhague », de la « Cop21 »,...) et il devient naturellement de moins en moins antinucléaire.

Ainsi dans le même temps ou le CEA transforme son appellation en y accolant « et aux énergies renouvelables », une ONG se réclamant comme antinucléaire intègre dans son objectif l'action en faveur des énergies renouvelables et la lutte contre le « réchauffement climatique ». Elle suit en cela la tendance qui avait prévalu chez GP, quinze ans plus tôt, de substituer à la lutte antinucléaire l'action contre la déforestation et l'exploitation responsable des forêts ou la défense de l'ours blanc du grand nord ou encore l'action contre la sur-pêche. (notons cependant que GP s'est très rapidement positionné sur le créneau d'une ONG multi-thématiques et pyramidale)

Alors, toute démarche ou action non-conforme à ce positionnement édulcoré contre le lobby nucléaire devient gênante pour ces ONG. Elles les taxent donc péjorativement de radicale ou extrémiste. Alors que « radicale » est « aller à la racine », on peu parler ce faisant de l'adoption consciente par ces entreprises-ONG d'une tolérance complice à l'égard de la destruction atomique et du lobby nucléaire.

De part cette situation, des individus ou collectifs/groupes ont pris leur autonomie, rejoignant de fait les refus adoptés déjà par certains voici vingt ans, et déniaient un pôle directeur organisationnel sans objectif clair. Un mouvement critique et d'émancipation similaire à ce qui prend corps dans le reste de la société : la défiance vis-à-vis du « politique » avec son accaparement du pouvoir et vis-à-vis du pouvoir-relais médiatique.

Pour autant, cette « pulsion » émancipatrice ne s'est pas accompagnée chez tous-tes les « antinucléaires » de l'analyse des pratiques et de leurs résultats. Conséquence, alors que le contexte idéologique a changé profondément, que les termes du rapport de forces ont évolué souvent négativement pour les objectifs antinucléaires, que la mobilisation s'effiloche et repose principalement à présent sur les « cheveux blancs » et quelques trentenaires et de très rares plus jeunes bien plus toniques et offensifs : perdue une forme de conformisme et de fidélité reproductive aux formes des actions.

J'appelle donc à ce questionnement sans concession tant sur le contexte dans lequel se déroule aujourd'hui l'affrontement entre les forces atomistes d'une part et nous (les opposants/résistants/activistes,...) que de nos pratiques passées et actuelles, des conditions de réalisation, afin de renouveler totalement notre stratégie et nos formes d'actions et de luttes.

Cette réflexion est l'appui dont nous ressentons le besoin et qui pourra être de nature à répondre concrètement à celui de nous entre-aider dans nos actes respectifs de terrain.

5 juin 2018